CREG NEWSLETTER

Septembre 2026 - Édition 55

Sommaire

Transition énergétique et économie des soins : le CREG, des réflexions sur l'égalité de Genre : 16 septembre 2026 1

Le CREG et sa coalition mobilisent les acteurs béninois autour du travail domestique et de soins non rémunéré : 24 Septembre 2026.....2

Jeudis scientifiques du CREG : l'efficacité des dépenses sociales au cœur du bien-être collectif : 24 septembre 2026.....3

Annonces.....5

ÉQUIPE ÉDITORIALE

- **Directeur de publication**: Pr. Latif DRAMANI
- **Rédaction** : Elavagnon LAWSON GANDEBAGNI, Edmée Marthe Y. NDOYE, Kosi Edem AKPO, Roger SEUKAP
- **Relecture** : Knowledge and Policy Department (KPD)
- **Traduction** : Mame Coura NDIAYE KAMA
- **Montage et Infographie**: Fatou THIOYE, Seynabou GUEYE
- **Webmaster** : Fatou THIOYE, Safietou GAYE FALL

Evénements

- **Transition énergétique et économie des soins : le CREG, des réflexions sur l'égalité de Genre**

16 septembre 2026



Comment faire de la transition énergétique un levier de réduction des inégalités de genre et de reconnaissance du travail de soins non rémunéré ? Cette question était au centre du webinaire international « Clean Energy Transitions: A Care Economy Lens », organisé le 16 septembre 2026 dans le cadre de la communauté de pratique Africa Cares Together, en lien avec l'initiative Clean Energy for Development. Riche en échanges, cette rencontre a permis aux participants d'explorer les interactions entre l'accès à l'énergie propre, l'économie des soins et l'égalité de genre, à partir d'expériences et de travaux menés notamment au Sénégal, au Burkina Faso, au Kenya, en Ouganda et au Vietnam. L'accent a été mis sur le potentiel des technologies énergétiques propres pour réduire la pénibilité des tâches domestiques et productives, limiter le temps consacré aux activités non rémunérées et élargir les opportunités économiques offertes aux femmes.

(+221) 33 951 45 46
assistanat.creg@creg-center.org
Grand Standing, rue GSH41 -Chez Mbaye Diouf / 988, Thiès-Sénégal
https://www.linkedin.com/company/cregcenter

À cet égard, l'accès à des équipements adaptés, à des solutions de cuisson propres et aux technologies alimentées par les énergies renouvelables peut contribuer à alléger leur charge de travail et à favoriser leur participation aux activités génératrices de revenus. Toutefois, les bénéfices de la transition énergétique ne sont pas automatiques. Pour contribuer véritablement à l'égalité de genre, les politiques et programmes énergétiques doivent également tenir compte de la répartition du travail domestique et de soins, de

l'accès des femmes aux technologies et aux financements, ainsi que de leur participation aux processus de décision économique. En réunissant des chercheurs et des acteurs du développement, le webinaire a favorisé leur participation aux activités génératrices de revenus. Toutefois, les bénéfices de la transition énergétique ne sont pas automatiques. Pour contribuer véritablement à l'égalité de genre, les politiques et programmes énergétiques doivent également tenir compte de la répartition du travail domestique et de soins, de l'accès des femmes aux technologies et aux financements, ainsi que de leur participation aux processus de décision économique. En réunissant des chercheurs et des acteurs du développement, le webinaire a favorisé le dialogue entre deux domaines souvent abordés séparément : la transition énergétique et l'économie des soins. Les échanges ont notamment souligné la nécessité de concevoir des interventions qui ne se limitent pas à améliorer l'accès à l'énergie ou la productivité, mais contribuent également à une répartition plus équitable du travail et des opportunités. Pour le Consortium Régional pour la Recherche en Économie Générationnelle (CREG), cette articulation rejoint les enjeux liés à la reconnaissance et à la valorisation du travail domestique et de soins non rémunéré, ainsi qu'à la prise en compte de ses implications dans les politiques publiques. La participation du CREG à ces échanges s'inscrit dans une dynamique de partage des connaissances et d'enrichissement des réflexions sur les politiques de développement sensibles au genre. Elle offre également un cadre pertinent pour rapprocher les analyses économiques du travail de soins des enjeux liés à la transition écologique et énergétique. À travers les échanges portés par Africa Cares Together, cette rencontre rappelle ainsi que la transition énergétique ne peut être pleinement inclusive sans une attention particulière aux réalités quotidiennes des femmes et à la place du travail domestique et de soins dans les économies africaines.

- **Le CREG et sa coalition mobilisent les acteurs béninois autour du travail domestique et de soins non rémunéré :**

Du 24 septembre 2026.



Atelier de renforcement des capacités et de plaidoyer en faveur d'une meilleure reconnaissance du travail domestique et de soins non rémunéré.

Le 24 septembre 2026, la commune de Dassa-Zoumè, au Bénin, a accueilli un atelier de renforcement des capacités et de plaidoyer consacré au travail domestique et de soins non rémunéré (TDSNR) et à la vulgarisation de la Déclaration de Saly. Organisée par la coalition composée de l'ONG AADEF-Bénin, de l'ONG Cœur Solidaire-Togo et de l'ACED, avec l'appui du Consortium Régional pour la Recherche en Économie Générationnelle (CREG), du Centre de recherche pour le développement international (CRDI) et de l'African Population and Health Research Center (APHRC), cette rencontre a réuni des élus locaux, des acteurs de la société civile, des têtes couronnées et des leaders religieux. Au programme, quatre communications consacrées à la valorisation de l'économie du soin à travers le Dividende démographique et les modèles de simulation (DDMI), au diagnostic Population et Développement par commune, aux actions menées par AADEF-Bénin et à l'appropriation de la Déclaration de Saly. Pour l'Honorable Mariama BABA MOUSA épouse SOUMANOU, coordonnatrice du P3R-TDSNR Bénin-Togo, cet atelier marque une nouvelle étape dans une stratégie de plaidoyer progressivement étendue des institutions aux communautés.

Après avoir ciblé les parlementaires, les cadres des ministères sectoriels et les organisations de la société civile, la coalition entend désormais renforcer la mobilisation à la base, en s'appuyant sur les acteurs locaux pour relayer les messages de sensibilisation. L'importance des 3R — reconnaître le travail domestique et de soins non rémunéré, réduire sa pénibilité et redistribuer les responsabilités entre l'État, le secteur privé et les ménages — a été largement débattue. La reconnaissance de ce travail passe notamment par une meilleure intégration dans les politiques publiques et les budgets sensibles au genre, tandis que la réduction de sa pénibilité suppose des solutions adaptées, telles que les équipements de cuisson propres et les services de garde d'enfants., Plusieurs intervenants ont également appelé à des mesures concrètes. Angélique Titilola ADEGNIKA, maire de Kétou, a notamment plaidé pour une meilleure prise en compte des besoins de santé des femmes ménagères. De son côté, Mountarou SASSIMOU, directeur exécutif de l'ONG Equi-Fille, a réaffirmé l'engagement de sa structure à poursuivre la sensibilisation. À la clôture, Monsieur Bienvenu SOHOUWDE, représentant la directrice départementale de la Famille et de l'Action sociale des Collines, a exhorté les hommes à s'approprier cette cause et à devenir des relais de sensibilisation au sein de leurs foyers. Au terme des travaux, une vingtaine de recommandations ont été formulées. Elles portent notamment sur l'organisation d'émissions radiophoniques communautaires, la poursuite du plaidoyer auprès des institutions, la promotion d'une répartition équitable des tâches entre filles et garçons, la mise en place de garderies dans les administrations publiques et une meilleure prise en charge sanitaire des femmes ménagères. Les participants ont également proposé de valoriser les femmes modèles, notamment à l'occasion du 8 mars, et d'étudier la possibilité d'une allocation destinée aux femmes ménagères. La mobilisation des acteurs locaux constitue ainsi un relais essentiel pour faire progresser la reconnaissance du travail domestique et de soins non rémunéré et encourager un partage plus équitable des responsabilités entre les femmes et les hommes.

Ducoin Infos revient sur cette initiative et la mobilisation des différents acteurs. Découvrez l'article : ***https://urls.fr/yI3Z_P***

- **Jeudis scientifiques du CREG : l'efficacité des dépenses sociales au cœur du bien-être collectif**

Du 24 septembre 2026.



Comment mieux orienter les dépenses publiques pour renforcer la protection sociale et améliorer durablement les conditions de vie des populations ? C'est autour de cette question que s'est tenue, le 24 septembre 2026, une session des Jeudis Scientifiques du CREG consacrée aux « Efficacités budgétaires et bien-être collectif dans le secteur du réseau social ». Présentée par le Pr Latif DRAMANI, Professeur à l'Université Iba Der Thiam de Thiès, la communication a examiné les liens entre l'allocation des ressources publiques au secteur du réseau social et l'évolution du dividende démographique en Afrique de l'Ouest et du Centre. La session, modérée par Dr Camille GUIDIME, de l'Université de Parakou, a également bénéficié des contributions de M. Daouda MANE, Chef de la Division des Études et des Stratégies à la DGPSN du Sénégal, et de M. Bakary DOSSO, Chef de la Division de la Formation et de la Recherche à l'IDEP. Organisée en ligne, elle a réuni des participants de plusieurs pays africains. S'appuyant sur la méthodologie de la budgétisation sensible au dividende démographique (BSDD), le Pr Latif DRAMANI a analysé les dépenses de fonctionnement, d'investissement et de transferts sociaux afin d'en apprécier les effets sur le bien-être des populations et la performance du di-

vidende démographique. Les résultats révèlent que la part des dépenses publiques consacrées au réseau social demeure relativement faible dans les pays étudiés, avec des proportions allant de 2,6 % au Cameroun à 7,8 % au Bénin. L'analyse souligne surtout qu'une augmentation des dépenses du budget sociales ne se traduit pas systématiquement par une amélioration du dividende démographique. L'efficacité de la dépense dépend également de sa qualité, de son ciblage et de la coordination entre les secteurs d'intervention publique. Les transferts sociaux apparaissent comme un levier favorable dans l'ensemble des pays étudiés, tandis que les effets des dépenses d'investissement et de fonctionnement varient selon les contextes nationaux. Au terme de la présentation, les échanges ont porté sur la prise en compte du capital naturel et de l'environnement dans l'analyse du bien-être, les disparités entre pays et les moyens de renforcer la coordination interministérielle. Les participants ont également interrogé les conditions permettant de garantir que chaque franc investi dans le secteur social produise des effets tangibles sur les conditions de vie des populations. Cette session rappelle ainsi un enjeu central des politiques publiques : au-delà des montants mobilisés, c'est la pertinence de l'allocation des ressources et leur capacité à réduire les vulnérabilités qui déterminent la portée de la dépense sociale. Elle réaffirme l'intérêt de la BSDD comme outil d'aide à la décision pour orienter les budgets vers une protection sociale plus efficace, inclusive et durable.

ANNONCES



JSC du mois d'Octobre



Le CREG prend part à l'installation du Comité de Pilotage Stratégique du projet VLFR-SEN



Le Prof Latif DRAMANI interviendra à l'Université de Copenhaugue



L'atelier national de renforcement des capacités des élus locaux sur le TDNR et de vulgarisation de la Déclaration de Saly, organisé le 9 octobre 2026 à Lomé.